

## Entretien avec Thierry Meyssan sur le processus électoral aux États-Unis Maison-Blanche 2008 : un show anti-démocratique

par Sandro Cruz\*

L'élection du président aux États-Unis, tous les quatre ans, est l'occasion d'un grand spectacle médiatique qui tient le monde en haleine. Ce système électoral fort complexe est contrôlé par l'oligarchie et donne l'illusion d'une souveraineté populaire contre laquelle il a été conçu. Thierry Meyssan répond à nos questions sur le fonctionnement méconnu de la « démocratie » made in USA.

**Sandro Cruz :** *Les États-Unis sont en pleine campagne électorale présidentielle. Trois candidats sont en lice. Quel regard portez-vous sur eux ?*

**Thierry Meyssan :** En premier lieu, il importe de noter qu'il n'y a pas que trois candidats à la candidature (McCain chez les républicains, Clinton et Obama chez les démocrates), car de petits partis auront aussi leurs candidats, et des indépendants peuvent se présenter dans certains États. Il y avait dix-sept candidats en 2004, alors que les médias européens n'en ont cité que trois.

En 2008, il y aura au moins un candidat libertarien, un vert et deux trotskistes (le « vrai » Roger Calero et le « faux » Brian Moore, appointé par la CIA), un prohibitionniste (le pasteur Gene Amondson), un représentant du parti des contribuables (désormais dénommé parti de la Constitution), plus un indépendant (Ralph Nader)

Toutefois, ces petits candidats ne sont pas autorisés à se présenter sur tout le territoire et ne totaliseront probablement pas 5 % des voix. Le républicain et le démocrate rafleront la mise. C'est pourquoi les médias non-US ne s'intéressent qu'à MM. McCain, Obama et Mme Clinton. Ils ont tort, car si les petits candidats n'ont pas de crédibilité pour accéder à la Maison-Blanche, leur activisme laboure la société états-unienne et influence à terme le discours politique.

Vous me demandez ce que je pense des grands candidats c'est-à-dire ce que cela changera dans la politique des États-Unis si c'est l'un plutôt que l'autre qui est élu. Je pense que vous posez la question à l'envers. Vous conviendrez que l'actuel président, George W. Bush, n'a pas les capacités pour gouverner. C'est une marionnette derrière laquelle se cache le vrai pouvoir. Et si la politique des États-Unis ne se décide pas aujourd'hui dans le Bureau ovale, pourquoi voulez-vous qu'il en soit autrement l'an prochain ?

L'oligarchie est maintenant face à un dilemme :

1. Soit continuer la politique coloniale actuelle ;
2. Soit revenir à une forme d'impérialisme plus présentable.

Compte tenu de l'emballlement de la crise financière et des échecs militaires, la poursuite de l'aventurisme peut conduire à la chute, mais aussi, pourquoi revenir en arrière quand on n'y est pas directement forcé ?

Si McCain correspond au premier terme de l'alternative et Obama au second, Clinton peut s'adapter à l'un comme à l'autre. C'est le sens de son maintien dans la course alors qu'elle aurait dû jeter l'éponge depuis longtemps. En réalité, après des mois de luttes intestines, l'oligarchie états-unienne vient de choisir. Comme on le voit avec les négociations en cours et divers accords de paix au Pakistan, en Irak, au Liban, en Syrie et en Palestine, elle a renoncé au « clash des civilisations » et au « remodelage du Grand Moyen-Orient ».

Obama offre deux qualités : d'une part, il a fait campagne sur le thème du changement et peut donc facilement incarner un renouveau en politique étrangère ; d'autre part, l'oligarchie majoritairement

blanche préfère laisser à un noir la responsabilité d'annoncer la faillite du pays et d'affronter les inévitables révoltes sociales qui suivront.

**Sandro Cruz** : *Pouvez-vous nous expliquer maintenant comment fonctionne ce scrutin ?  
Ce système électoral ?*

**Thierry Meyssan** : C'est un casse-tête que l'immense majorité des citoyens ne comprend pas. Dès la fondation des États-Unis, les choses ont été volontairement embrouillées et elles ont été complexifiées avec le temps. La [Constitution des États-Unis](#) a été conçue en réaction à la [Déclaration d'indépendance](#). Il s'agissait d'arrêter un processus potentiellement révolutionnaire et de créer une oligarchie nationale qui se substitue à l'aristocratie britannique. Alexander Hamilton — le principal père de la Constitution — a imaginé un système pour empêcher toute forme de souveraineté populaire : le fédéralisme.

Ce mot est équivoque. Dans la vieille Europe, on l'utilise pour désigner une forme d'union politique démocratique qui respecte les identités particulières et maintient des souverainetés partielles. On pense à la Confédération helvétique par exemple. Hamilton, quant à lui, a pensé le système non de bas en haut, mais de haut en bas. Il n'a pas fédéré des communautés locales pour créer un État, mais il a divisé l'État en utilisant des communautés locales. C'est cette ambiguïté qui est l'origine de la Guerre de Sécession (laquelle je vous le rappelle n'a aucun rapport avec l'esclavage qui a été aboli par le Nord au cours de la guerre pour enrôler les noirs en masse). (...)

**Sandro Cruz** : *Ne nous emballons pas, je vous arrête-là... Effectivement ce système est d'une grande complexité et nous devons aller doucement pour bien décortiquer la chose. J'aimerais que cette interview reste aussi un manuel pour les profanes. Vous venez de dire qu' : « Il n'a pas fédéré des communautés locales pour créer un État, mais il a divisé l'État en utilisant des communautés locales. » J'ai de la peine à saisir la deuxième partie de votre phrase. Tout de même, il y a quelqu'un à la tête de ces États. Et ce quelqu'un vient d'une communauté locale. Alors, qui détient le pouvoir politique dans ces États ? Est-ce qu'à ce niveau il y a un vrai choix démocratique ?*

**Thierry Meyssan** : Alexander Hamilton était obsédé par sa hantise de la « populace » et sa volonté de créer une oligarchie états-unienne équivalente à la gentry britannique. Au cours du temps, son courant politique a imaginé toutes sortes de verrous pour tenir le peuple loin de la politique.

Comme toujours, chaque État dispose de ses propres lois. D'une manière générale, elles visent à limiter la possibilité de créer un parti politique et de présenter des candidats aux diverses élections. Dans la plupart des scrutins locaux, il est interdit de se présenter sans l'investiture d'un parti et il est impossible en pratique de créer un nouveau parti.

Le système le plus caricatural est celui du New Jersey où il faut réunir 10 % des électeurs pour pouvoir créer un nouveau parti, une condition que chacun sait irréalisable et qui interdit définitivement aux petits partis états-unien de disposer d'une section au New Jersey.

C'est un système entièrement fermé sur lui-même dans lequel, au final, la vie politique a été confisquée par les responsables des deux grands partis au niveau de chaque État. Il est impensable de pouvoir jouer un rôle si l'on n'est pas au préalable coopté par ces gens là.

Je reviens à l'élection présidentielle. Alexander Hamilton a donné le pouvoir aux États fédérés. Ils désignent des grands électeurs, dont le nombre est fixé en fonction de leur population. Ce sont ces grands électeurs qui élisent le président des États-Unis, pas les citoyens. Au XVIIIe siècle, aucun État ne consultait sa population à ce sujet, aujourd'hui chaque État procède à une consultation. Lorsqu'en 2000, Al Gore a saisi la Cour suprême à propos de la fraude électorale en Floride, la Cour a rappelé la *Constitution* : c'est le gouverneur de Floride qui désigne les grands électeurs, pas la population de la Floride, et les problèmes intérieurs de la Floride ne regardent pas Washington.

Comprenez bien : les États-Unis ne sont pas, n'ont jamais été et ne veulent pas, être un État démocratique. C'est un système oligarchique qui accorde une grande importance à l'opinion publique pour se prémunir d'une révolution. À de très rares exceptions, comme Jessie Jackson, aucun politicien US ne demande de réforme de la *Constitution* et de reconnaissance de la souveraineté populaire. C'est pourquoi il est particulièrement plaisant d'entendre M. Bush annoncer qu'il va « démocratiser » le monde en général et le Grand Moyen-Orient en particulier.

**Sandro Cruz** : *Précisez s'il vous plaît, électeurs et grands électeurs sont-ils les mêmes personnages ? Les mêmes cadres du parti ?*

**Thierry Meyssan** : Non, non. Il y a une confusion qui provient du langage. Dans un système à deux degrés, la terminologie des sciences politiques distingue les électeurs de base, des grands électeurs. Mais aux États-Unis, le mot « électeur » ne s'applique qu'aux grands électeurs, car dans les premières décennies des États-Unis, le peuple ne participait pas aux consultations électorales.

Ainsi, le président des États-Unis est élu par un « Collège électoral » de 538 membres. Chaque État dispose d'autant de grands électeurs qu'il a de sièges de parlementaires (députés et sénateurs) au Congrès. Les colonies, comme Porto Rico ou l'île de Guam sont exclues du processus.

Chaque État choisit ses propres règles pour désigner ses grands électeurs. Dans la pratique, elles tendent à s'harmoniser. Aujourd'hui, tous les États —sauf le Maine et le Nebraska qui ont inventé des systèmes complexes— considèrent que les grands électeurs représentent la majorité de leur population.

Dans le cas où les grands électeurs ne parviendraient pas à dégager une majorité et que l'on aurait deux candidats *ex-aequo*, c'est la Chambre des représentants qui élirait le président et le Sénat qui élirait le vice-président.

**Sandro Cruz** : *Les primaires permettent-elles ou non aux électeurs de choisir les candidats ? Quel est le rôle des super délégués ?*

**Thierry Meyssan** : Les primaires et des conventions ont deux objectifs. En interne, elles permettent de tâter le pouls de l'opinion publique et d'évaluer ce que l'on peut lui infliger. En externe, elles donnent au reste du monde l'illusion que cette oligarchie est une démocratie.

On croit souvent que les primaires permettent d'éviter les combines d'état-major et de laisser les militants de base des grands partis choisir leur candidat. Pas du tout. Les primaires ne sont pas organisées par les partis politiques, mais par l'État local ! Elles sont conçues, dans la lignée d'Hamilton, pour garantir le contrôle oligarchique du système et barrer la route aux candidatures dissidentes.

Chaque État a ses propres règles pour désigner ses délégués aux Conventions fédérales des partis. Il y a six méthodes principales, plus des méthodes mixtes. Parfois, il faut être encarté au parti pour voter, parfois les sympathisants peuvent voter avec les militants, parfois tous les citoyens peuvent voter aux primaires des deux partis, parfois ils peuvent tous voter mais uniquement à la primaire du parti de leur choix, parfois les deux partis tiennent une primaire commune à un tour, d'autres fois encore à deux tours, Toutes les combinaisons de ces méthodes sont possibles. Chaque primaire, dans chaque État, a donc un sens différent.

Et puis il y a des États qui n'ont pas de primaires, mais des caucus. Par exemple, l'Iowa organise des scrutins distincts dans chacun de ses 99 comtés, qui élisent des délégués locaux, lesquels tiennent des primaires au second degré pour élire les délégués aux Conventions nationales. C'est très exactement le système du prétendu « centralisme démocratique » cher aux Staliniens.

Traditionnellement, ce cirque commence en février et dure six mois, mais cette année le parti démocrate a modifié son calendrier. Il a avancé le début et voulu répartir les dates pour faire durer le plaisir presque une année complète. Cette décision unilatérale n'a pas été facile à mettre en œuvre et a provoqué beaucoup de désordre car, je le répète, les primaires et caucus ne sont pas organisés par les partis, mais par les États.

À la fin, les délégués se retrouvent à la Convention de leur parti. Ils y sont rejoints par les super délégués. Lesquels, contrairement à ce que leur dénomination laisse croire, ne sont délégués par personne. Ce sont des membres de droit, c'est-à-dire des notables et des apparatchiks. Les super délégués représentent l'oligarchie et sont suffisamment nombreux pour faire pencher la balance dans un sens ou l'autre, en passant outre le résultat des primaires et caucus. Ils seront environ 20 % à la convention démocrate et presque 25 % à la convention républicaine (mais là ce ne sera qu'une formalité puisque McCain reste le seul en lice).

**Sandro Cruz** : *À quoi servent les primaires et caucus par État ? Comment doit-on les interpréter ?*

**Thierry Meyssan** : Je viens de vous le démontrer, ils ne servent à rien. Tout au moins pour ce qui concerne la désignation des candidats. Par contre, ce grand show permet de réduire la conscience politique des États-Uniens à presque zéro. Les grands médias nous tiennent en haleine en comptabilisant les délégués et les dons. On parle désormais de la « course » à la Maison-Blanche et de records, comme s'il s'agissait d'un téléthon ou de la Star Academy.

On maintient artificiellement un « suspens » pour capter l'attention des foules et marteler le plus grand nombre de fois possible un message. Avez-vous observé le nombre de fois où les grands médias nous ont annoncé que ce mardi serait décisif ? Mais à chaque fois, un résultat inexplicable permet au candidat en difficulté de rebondir pour que le show continue. En réalité, le spectacle est truqué. **Dans 17 États, des machines à voter ont été installées sans aucune possibilité de vérification des résultats électroniques [1]. Autant ne pas voter du tout et laisser les organisateurs se débrouiller tout seuls pour inventer les résultats.**

Tout cela s'accompagne de messages subliminaux douteux. Par exemple, McCain a choisi comme slogan la « défense de la liberté et de la dignité ». Ce qu'il explicite comme la liberté religieuse et l'abolition de l'esclavage. On a quand même du mal à croire que ce soit là les préoccupations premières des citoyens de base. À qui s'adresse donc ce slogan ?

Mme Clinton affiche : « Chacun a une place ». Elle veut dire que, si elle était au pouvoir, personne ne serait laissé sur le bord du chemin. Mais cela signifie aussi que les gens doivent rester à leur place et qu'ils ne doivent pas s'aviser d'en changer et se mêler des affaires de l'oligarchie. Obama, quant à lui, apparaît avec le slogan « Change » écrit sur son pupitre. Cela veut dire que les États-Unis ont besoin de changement, mais cela fait aussi bureau de change. Le mot « change » en anglais désigne la monnaie que l'on rend. En pleine crise financière, c'est assez distrayant.

**Sandro Cruz** : *Dans un article récent [2], vous avez écrit que le président des États-Unis est toujours l'homme du complexe militaro-industriel. Dans cette optique, pensez-vous que John McCain sera élu ?*

**Thierry Meyssan** : Là encore, vous posez la question à l'envers. Les trois principaux candidats en lice sont en train de multiplier les signes d'allégeance au complexe militaro-industriel. C'est une mise aux enchères dans laquelle McCain n'a effectivement pas besoin de faire ses preuves, mais où ses concurrents ne sont pas en reste. Ainsi, nous avons entendu Obama se proposer pour bombarder le Pakistan et, il y a quelques jours, nous avons vu Clinton menacer l'Iran d'être « enlevé » de la carte par le feu nucléaire. Qui peut dire mieux ?

Après des mois de campagne, ces trois candidats sont arrivés à un consensus absolu sur les principaux points de politique étrangère et de défense :

Ils considèrent que la défense d'Israël est un objectif stratégique des États-Unis ; ils n'ont aucun plan de sortie d'Irak ; ils présentent l'Iran et le Hezbollah libanais comme une menace majeure pour la stabilité internationale.

Cependant, il existe une différence entre ces candidats et elle correspond au débat qui vient de se clore au sein du complexe militaro-industriel. McCain et son conseiller Kissinger soutiennent le principe de l'affrontement direct tandis qu'Obama et son conseiller Brzezinski proposent la domination par proxies interposés. Clinton et sa conseillère Albright incarnent un impérialisme normatif qui n'est plus de mise. J'écris souvent sur [Voltaire.net](http://Voltaire.net) à propos de ce débat stratégique (notamment au moment du rapport des agences de renseignement sur l'Iran [3] et de la démission de l'amiral Fallon [4]) et c'est de lui que dépend la désignation du prochain président.

Dans l'article que vous citez, j'ai noté que Clinton n'avait pas la confiance du complexe militaro-industriel. Je n'ai pas changé d'avis. Sa thématique n'intéresse plus l'industrie d'armement. Et ses contorsions, qu'il s'agisse de sa fréquentation secrète de la Fellowship Foundation ou de ses déclarations maximalistes sur l'Iran, n'y changeront rien. Au moment où vous m'interrogez, dire que « Clinton est cuite » n'est pas original, c'était le titre d'un quotidien new-yorkais la semaine dernière. Mais je l'ai écrit alors que la presse européenne la portait encore au pinacle.

Ne nous laissons pas submerger par les problématiques que nous imposent les grands médias. Savoir si les États-Unis vont maintenir avec McCain 100.000 GI et 200.000 mercenaires en Irak ou s'ils vont avec Obama diminuer le nombre de GI's et augmenter celui des mercenaires ne change pas grand chose. La vraie question, c'est de savoir si les États-Unis ont encore les moyens de leurs ambitions et peuvent gouverner le monde —comme les néoconservateurs persistent à la prétendre— ou s'ils sont minés de l'intérieur et doivent abandonner leur rêve impérial pour éviter l'effondrement —comme l'a déjà expliqué la Commission Baker-Hamilton—. Or, la vertigineuse baisse du dollar a sonné la fin de l'empire. Il fallait 8 dollars, pour acheter un baril de pétrole il y a dix ans. Il en faut 135 aujourd'hui et il en faudra probablement 200 dans deux mois. En outre, la débandade des milices du clan Hariri, qui ont pris la fuite et abandonné le terrain au Hezbollah en quelques heures en jetant leurs armes dans les poubelles, montre qu'il n'est plus possible de sous-traiter la police de l'empire.

Dans ces conditions, McCain n'offre plus aucun intérêt pour l'oligarchie. Obama et Brzezinski sont les seuls porteurs d'un projet alternatif : **sauver l'empire en privilégiant l'action secrète** (peu onéreuse), sur la guerre (trop coûteuse).

**Sandro Cruz** : *Effectivement, c'est très étonnant de voir que Barak Obama qui dit vouloir un changement dans la société états-unienne ait choisi comme conseiller Brzezinski, quand on sait que ce dernier est un idéologue qui s'est impliqué dans des opérations secrètes sordides, des coup d'États, des sabotages divers et d'autres actions criminelles.*

**Thierry Meyssan** : J'ai rencontré Zbigniew Brzezinski [5], il y a trois semaines [6], je l'ai entendu développer un discours déjà parfaitement rodé du renouveau US. Il a condamné tous les excès visibles de la politique bushienne, de Guantanamo à l'Irak, et habilement rappelé ses succès contre l'Union soviétique.

**Cependant je ne pense pas que le prochain président des États-Unis aura le loisir de mettre en œuvre une nouvelle « grande stratégie ». Il est déjà trop tard. Barak Obama sera confronté à la cessation de paiement de plusieurs États fédérés, qui ne pourront plus verser les salaires de leurs fonctionnaires, ni assurer les services publics [7]. Il sera trop occupé par le chaos intérieur pour réaliser les plans de Brzezinski.**

**[Sandro Cruz](#)**

Vice-président du Réseau Voltaire et directeur de l'Agencia informe de prensa internacional (IPI).

**[Les articles de cet auteur](#)**

**[Envoyer un message](#)**

---

[1] « [Comment truquer les primaires US](#) », *Réseau Voltaire*, 3 février 2008.

[2] « [La continuité du pouvoir US, derrière la Maison-Blanche](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 24 février 2008.

[3] « [Washington décrète un an de trêve globale](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 décembre 2007.

[4] « [La démission de l'amiral Fallon relance les hostilités en Irak](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 mars 2008.

[5] « [La stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski](#) », par Arthur Lopic, *Réseau Voltaire*, 22 octobre 2004.

[6] La princesse Dariga Nazarbayeva avait invité à Almaty (Kazakhstan) M. Brzezinski comme orateur du débat d'ouverture de l'[Eurasian Media Forum](#) et M. Meyssan comme orateur au débat de clôture. Cette conférence annuelle rassemble des analystes politiques et les grands médias de Russie, de Chine et d'Asie centrale.

[7] « [USA : la crise des subprimes menace la moitié des États fédérés de faillite](#) », *Réseau Voltaire*, 30 janvier 2008.